GAZETTE DES TRIBUNAUX,

JOURNAL DE JURISPRUDENCE ET DES DÉBATS JUDICIAIRES.

LE PRIX DE L'ABONNEMENT EST DE 18 fr. pour trois mois ; 36 fr. pour six mois ; 72 fr. pour l'année.

FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

ON S'ABONNE A PARIS, AU BUREAU DU JOURNAL, Quai aux Fleurs, 11. Les Lettres et Paquets doivent être affranchis.

JUSTICE CIVILE.

COUR ROYALE DE PARIS (1^{re} chambre).

(Présidence de M. Séguier, premier président.)

Audience du 22 juillet 1837.

DEMANDE EN SÉPARATION DE CORPS. — TENTATIVE DE SUICIDE. — M. et M^{me} L... DE L... (Voir la Gazette des Tribunaux des 2 et 9 juillet.) — ARRÊT.

L'intérêt qui s'attache à cette affaire avait attiré, comme aux trois audiences précédentes, un nombreux auditoire. On était curieux de connaître comment serait envisagé, par le ministère public et par la Cour, des faits si diversement interprétés.

M. Berville, premier avocat-général, commence en ces termes :

« Lorsqu'une femme vient demander à la justice une séparation devenue nécessaire dans un intérêt de sécurité, d'humanité, elle est sans doute écoutée favorablement ; mais lorsqu'une union de sept années compte six années de bonheur, que les griefs de la femme se renferment dans l'espace de quelques mois, qu'il s'agit de séparer un mari de trente-deux ans d'une femme de vingt-cinq ans, tous deux à l'âge où on songe, en général, à devenir époux ; qu'enfin il existe trois jeunes enfants, dont l'aîné appartient à la première année, et le troisième aux derniers temps du mariage, on se demande avec sollicitude si la séparation est bien urgente, si elle est bien suffisamment motivée. »

M. l'avocat-général, après avoir rappelé les faits d'après les deux versions présentées par les avocats, trace une rapide esquisse de ces faits généraux. Il passe sur les prodigalités de M. de L..., sur les actes prétendus d'indélicatesse dans sa gestion du consulat de Rotterdam, actes qui ne supposent pas nécessairement un mauvais mari. Il pense que les désastres de fortune qui frappèrent le jeune ménage furent réparés, autant que possible, par la séparation de biens, quant à la femme qui d'ailleurs ne cessa pas d'écrire à son mari des lettres remplies de tendresse et même d'une passion véritable, et le rappela plus tard près d'elle.

Puis, M. l'avocat-général, arrivant à la demande formée par M^{me} de L... en vient aux griefs qui motiveraient, suivant elle, au lieu de la preuve ordonnée par le Tribunal, un arrêt de séparation immédiate. Ces griefs consistent 1^o dans la liaison de M. de L... avant le mariage, avec une demoiselle A..., à qui M^{me} de L... aurait été contrainte par son mari de faire une pension de 1,200 fr. par an ; 2^o dans l'adultère pendant le mariage avec une femme logée et meublée aux Champs-Élysées aux frais de M. de L... ; 3^o dans des lettres anonymes, et dans un écrit anonyme produit au Tribunal de première instance ; 4^o dans l'aveu fait par M. de L... dans ses lettres de ses torts envers sa femme ; 5^o dans les insinuations de la plaidoirie contre M^{me} de L...

Quant au premier grief, M^{me} de L... a connu les relations avec M^{lle} A... elle a voulu, sa correspondance l'atteste, s'attacher, de concert avec son mari, à réparer les erreurs du passé, reconnaissant que le présent lui appartenait. Dans cette circonstance, M^{me} de L..., en faisant acte de générosité, se donnait le beau rôle ; elle obligeait étroitement l'honneur de son mari et celui de M^{lle} A... à cesser toutes autres relations que celles d'une vive amitié, et la correspondance du mari avec M^{lle} A..., correspondance produite au procès par M^{me} de L... elle-même, atteste que ces relations conservèrent toujours ce caractère de pureté, comme aussi qu'il était bien M^{me} de L... qui tenait à acquitter la pension de 1,200 francs que seule elle pouvait faire à M^{lle} Adèle, depuis qu'à elle seule appartenait toute la fortune du ménage.

Sur le deuxième grief, M. l'avocat-général fait observer que la prétendue concubine des Champs-Élysées n'a pas été tenue dans la maison commune ; et que fallût-il l'apprécier, non légalement, mais moralement, la conduite de M. de L..., il faudrait ici reconnaître comme atténuantes ces circonstances que le mari était éloigné de sa femme, privé depuis plusieurs mois des marques de tendresse qu'il sollicitait, qu'il n'a pas donné le scandale public de paraître au-dehors avec cette concubine, qu'il a au contraire déguisé sous le nom du chevalier de N..., si tant est que le chevalier ne soit pas le véritable amant, les achats faits pour cette demoiselle.

Les lettres anonymes sont un moyen qu'il est si facile de se procurer respectivement dans les demandes en séparation, qu'il n'est pas permis de le présenter sérieusement. « Qui prouve, dit M. l'avocat-général, que les lettres anonymes sont de M. de L... ? La première, en tout cas, ne serait pas blâmable, puisqu'en termes fort convenables on prie seulement M^{me} de L... de ne pas nommer dans son procès certaines personnes qui y doivent être étrangères. La deuxième lettre, horrible de style et d'écriture, impossible à lire ou à analyser sans blesser la pudeur, semble être le fruit de l'imagination dépravée d'un habitué des lieux de débauche, écrivant sous l'impression récente de ses honteux souvenirs. Pour attribuer cette lettre au mari, on fait une sorte d'expertise ; mais, indépendamment de ce que les experts consultés si irrégulièrement se gardent bien d'affirmer, est-il permis d'attribuer à M. de L... l'homme bien élevé, et qui proteste partout de la pureté de sa femme, une lettre si peu semblable à celles si nombreuses adressées à M^{me} de L... et dont le style est empreint, comme celui des lettres de la femme, de cet esprit romanesque qui fait souvent oublier que l'on assiste à une grave audience, et croire qu'on entend une lecture de Balzac ou de Georges Sand. Disons, ajoute M. l'avocat-général, que cette outrageuse épître, digne du mépris de M^{me} de L..., ne devait avoir aucun usage dans la cause, et qu'elle devait être jetée au feu aussitôt que reçue. »

Un écrit anonyme a été déposé dans la chambre du conseil du Tribunal de première instance. On veut qu'il soit de la mère de M. de L... ; en ce cas, pourquoi le reprocher à ce dernier, qui a cessé de voir sa mère pour plaire à sa femme. Puis, cet écrit est confidentiel et n'a été remis qu'aux juges du procès.

On nous parle maintenant des aveux qu'aurait faits M. de L... de ses torts envers sa femme. Mais ces aveux, que l'on puise dans ses lettres, ne doivent pas être divisés ; et la correspondance, à côté des aveux, contient les circonstances qui expliquent les torts qu'aurait pu avoir le mari. Ainsi, lorsque M. de L... convient avoir dit à sa femme, si gracieuse, si gentille, un mot grossier, il la supplie de se rappeler que par des froideurs non méritées, par ses dédains, elle avait mis le comble à son impatience et à ses chagrins.

Quant aux insinuations reprochées à la plaidoirie de l'avocat de M. de L..., ce dernier n'a fait qu'opposer une légitime défense à une demande qu'il lui importe si fort de ne pas laisser admettre. Car l'opinion flétrit le mari qui a mérité l'arrêt de séparation qui le frappe, et la loi même le prive des avantages pécuniaires qui résultent du mariage. »

De cet examen des cinq griefs allégués pour obtenir immédiatement la séparation, M. l'avocat-général conclut qu'il est impossible d'admettre

une telle demande. Reste à décider si, du moins, la preuve des faits, ordonnée par les premiers juges, doit aussi l'être par la Cour.

« En principe, poursuit M. l'avocat-général, il faut que les faits soient pertinents, ce qui signifie aussi qu'ils doivent être précis, que la preuve en soit possible ainsi que la contre-enquête, qu'elle ne soit pas contraire à l'ordre public, enfin que le démenti et la preuve contraire de ces faits ne soient pas déjà acquis. »

« Or, ici, cinq faits se présentent encore à l'examen : 1^o La scène nocturne du 30 avril, où des violences auraient été exercées par le mari sur sa femme, qui n'aurait été préservée que par la crainte qu'éprouva M. de L... de voir survenir la femme de chambre ; 2^o la scène du 5 octobre, à la suite de laquelle M^{me} de L... traitée par son mari d'infâme coquine, serait allée se précipiter dans la Seine ; 3^o le refus fait par M. de L..., le lendemain, de recevoir sa femme ; 4^o les propos injurieux qu'il aurait ensuite tenus sur son compte ; 5^o enfin, la note laissée au concierge par M. de L... pour prendre possession de la voiture de M^{me} de L... alors absente. »

« Les deux premiers faits, sont seul importants. Mais, quant au premier, il manque de précision et de pertinence. Quelles sont les violences qui auraient été exercées ? qui a pu en être témoin dans cette nuit si pénible ? la femme de chambre n'était pas même là. Puis, on convient que M. de L... a été arrêté par la crainte de voir survenir cette femme de chambre. Il s'est donc arrêté ; il n'y a donc pas eu de sévices. D'un autre côté, la lettre de M. de L..., du lendemain même, au moment où M^{me} de L... venait de se réfugier dans un couvent, se plaint « qu'elle ait fui les caresses et l'amour de son mari. » La lettre postérieure de M^{me} de L... elle-même, à son oncle, reconnaît « qu'elle a sa bonne part des torts réciproques. » Si l'origine de la querelle ne fut pas, comme l'explique le mari à l'audience, le refus obstiné de sa femme à la vive expression de ses desirs, que M^{me} de L... parle, qu'elle s'explique, elle le doit, puisqu'elle en a été sommée formellement ; son silence ne permet pas de supposer d'autre explication que celle donnée par M. de L...

« Le deuxième fait serait plus grave encore en raison de la tentative de suicide dont il a été suivi. Mais cette tentative, que l'on doit croire, que nous croyons sérieuse, fût-elle l'effet d'une injure verbale de M. de L..., pour juger du motif réel un document grave est produit par M. de L... ; c'est la lettre du jour même, écrite par M^{me} de L... « Vous vous êtes conduit généreusement avec moi, dit M^{me} de L... à son mari. Vous m'avez dit vous-même que mieux vaudrait être morte que de vivre sans repentir. Comme je ne me sens pas la vertu d'en avoir, je me sens au moins le courage de mourir. J'ai pu être coupable, mais au moins j'ai agi avec loyauté. » Ces expressions ne sont-elles pas suffisamment la preuve que ce n'est pas par une injure verbale, quelque grave qu'elle fût, que M^{me} de L... réunie alors à son mari depuis vingt-quatre heures seulement, était poussée à l'acte désespéré qu'elle allait commettre ? Quels témoins seraient plus forts qu'une telle lettre ? Et d'ailleurs M^{me} de L... énonce-t-elle qu'elle puisse produire des témoins ?

« Quant à l'énergie de sa volonté dans cette démarche funeste, nous avons, par les renseignements que nous nous sommes procurés, quelques raisons de douter qu'elle ne se fût pas affaiblie. Il est constaté que M^{me} de L... était sortie avec ses bijoux et une belle parure, qu'elle arriva au pont d'Iéna, qu'elle ne se jeta pas par-dessus le pont, mais descendit et s'assit dans la rivière. Aussitôt, un jeune homme se présenta, puis des bateliers survinrent ; enfin M^{me} de L... fut sauvée. »

M. de L... a-t-il, à la suite de cet événement, montré la dureté qu'on lui reproche ? a-t-il refusé à sa femme le retour au domicile conjugal ? Le jour même il reçoit de M. Delamotte l'avis que M^{me} de L... est chez lui, « mais qu'il ne faut pas lui parler, qu'elle ne veut pas entendre parler de revenir chez elle. » Le lendemain toutefois, comme la veille, M. de L... est à la porte de M. Delamotte, mais c'est pour apprendre que la détermination est la même.

« Qu'à la suite de cette détermination, M. de L... ait, quelques jours après, exhalé ses plaintes dans le sein d'un ami, qu'il ait mis quelque aigreur en racontant ses souffrances, les faits antérieurs lui servent d'excuse jusqu'à un certain point. »

Enfin, quant à la note laissée au portier, elle n'avait pour but, nullement injurieux à la femme, que d'expliquer pourquoi, en son absence, M. de L... disposait de la voiture. »

Après un court résumé, M. l'avocat-général termine par quelques réflexions : « Le ménage qu'il faudrait séparer, dit-il, a joui pendant six années de la plus grande félicité que puisse donner l'union conjugale. Trois enfants issus de cette union prouvent, par les dates de leur naissance, que dès l'origine jusqu'aux derniers moments de ces six années prospères, la bonne harmonie, l'amour, la passion même présidaient à ce mariage. Comment aujourd'hui briser de tels liens ? Ces enfants ne seraient-ils pas là pour demander sans cesse au père, à la mère, pourquoi toute la famille ne vit pas dans la même demeure ? En vérité, il semble qu'il s'agisse ici de deux enfants gâtés, dont les griefs sont imaginaires, et qui vont retrouver dans le sanctuaire de la justice les bons sentiments qui les ont si long-temps unis. »

M. l'avocat-général conclut à l'infirmité du jugement qui a ordonné la preuve des faits articulés.

Après dix minutes de délibération dans la chambre du conseil, la Cour rentre à l'audience, et M. le premier président prononce, au milieu d'un profond silence, l'arrêt suivant.

« La Cour, Considérant que les faits articulés, lors même qu'ils seraient prouvés ne suffiraient pas pour motiver la séparation de corps ; Infirmes le jugement, rejette la demande en séparation, et néanmoins accorde à M^{me} de L... un mois pour réintégrer le domicile conjugal. »

JUSTICE CRIMINELLE.

COUR DE CASSATION (chambre criminelle).

(Présidence de M. le comte de Bastard.)

Audience du 15 juillet 1837.

LIBERTÉ SOUS CAUTION.

La liberté provisoire sous caution ne peut être refusée par les Tribunaux, et tout individu prévenu d'un délit qui n'emporte pas peine afflictive ou infamante a droit de l'obtenir.

La chambre des mises en accusation est compétente pour réformer la décision par laquelle la chambre du conseil de première instance aurait refusé d'accorder la liberté provisoire.

Dans notre numéro du 17 juillet, nous avons rapporté les débats

qui se sont élevés sur cette grave question. La Cour de cassation était, pour la première fois, appelée à déterminer le sens des articles 114 et 119 du Code d'instruction criminelle.

Voici le texte de l'arrêt rendu par la Cour :

« La Cour, après avoir entendu M. le conseiller Mérilhou, en son rapport, M^e Dupont-Withe, avocat en la Cour, en ses observations pour le sieur Veron, défendeur au pourvoi, et M. Hervé, avocat-général, en ses conclusions ;

« En ce qui touche le premier moyen de cassation : Attendu qu'il résulte de la combinaison des art. 114 et 119 du Code d'instruction criminelle que tout individu prévenu d'un fait qui n'emporte pas peine afflictive ou infamante a le droit d'obtenir la liberté provisoire sous caution, et que les Tribunaux n'ont que celui de fixer le montant du cautionnement d'après les éléments du procès, et dans les limites déterminées par l'art. 119 ;

« Attendu que le mot *pourra* employé dans l'art. 114 exprime que la loi donne à la chambre du conseil, *pouvoir, compétence, et juridiction* pour accorder la liberté provisoire sous caution dans le cas déterminé par cet article ; que le verbe *pourra* exprime la même délégation d'autorité et de compétence, dans les art. 330, 407 et 542 du même Code, et n'exprime rien de plus ; que le mot *pourra* ne signifie donc pas dans l'art. 114 que les juges peuvent arbitrairement accorder ou refuser la liberté sous caution et faire directement ce qu'ils ne peuvent pas faire indirectement ;

« Attendu que le mot *accordé* du dernier paragraphe de l'art. 114 doit être entendu comme le mot *pourra*, avec cette acception que la liberté provisoire sera toujours accordée aux prévenus qui seront dans le cas déterminé par l'art. 114 et auxquels on ne pourra appliquer aucune exclusion légale ;

« Attendu que ledit art. 114, interprété dans ce sens, est conforme au principe posé par l'art. 12, t. III, ch. 5 de la constitution de 1791, et par l'art. 222 du Code des délits et des peines du 3 brumaire an IV, lesquels articles sont conçus dans un sens absolu et impératif, et constituent un droit formel pour les prévenus, droit que la constitution de 1791 proclame sous la garantie de l'interdiction faite aux juges d'y porter atteinte, droit dont le Code de l'an IV organise l'exercice, sans laisser aux Tribunaux la possibilité de le paralyser ;

« Attendu que l'art. 114 du Code d'instruction criminelle n'a fait que reproduire le principe posé par l'art. 222 du Code des délits et des peines, et n'a employé le mot *pourra* que pour indiquer le changement de compétence introduit à cet égard par la loi nouvelle, qui n'a donné qu'au Tribunal en corps le droit qu'avait le directeur du jury sous le Code de l'an IV ;

« Attendu que le droit absolu d'obtenir la liberté provisoire sous caution est limité par voie d'exception par les art. 115 et 126, d'où il suit que les individus qui ne sont pas dans les catégories exceptionnelles desdits articles doivent jouir du droit général proclamé par l'art. 114, et reconnu par toutes les lois précédentes depuis la révolution de 1789 ;

« Attendu que l'arrêt attaqué, en accordant au défendeur la liberté provisoire sous caution, n'a fait qu'exercer les attributions données à la chambre du conseil du Tribunal de première instance, et que, dès-lors que le Tribunal devait accorder la liberté provisoire, aucune loi n'interdisait aux magistrats supérieurs de réparer le déni de justice émané de la première juridiction ;

« Attendu que le droit du prévenu à la liberté provisoire serait illusoire si son exercice pouvait être arbitrairement paralysé par la volonté du Tribunal de première instance, sans recours au pouvoir supérieur de la Cour royale ;

« Attendu qu'aucune disposition légale ne met les décisions des Tribunaux de première instance, en matière de liberté provisoire, à l'abri du recours devant l'autorité de la Cour royale ;

« Attendu que l'art. 135 du Code d'instruction criminelle n'a aucun trait aux décisions relatives à la liberté provisoire, et ne dispose que pour celles qui touchent à la mise en liberté ordonnée dans des cas tout différents de la liberté provisoire sous caution ;

« Attendu que l'art. 539 du Code d'instruction criminelle, en déterminant la procédure à tenir en matière de déclinatoire proposé devant le juge d'instruction, n'exclut pas la possibilité d'agir d'une manière analogue dans le cas de liberté provisoire sous caution ;

« En ce qui touche le deuxième moyen de cassation : Attendu que le droit qu'avait la Cour royale, chambre d'accusation, d'accorder la liberté provisoire refusée par les premiers juges, implique nécessairement celui de fixer le cautionnement ; et que la délégation donnée au juge d'instruction, par l'art. 119 du Code d'instruction criminelle, ne peut s'appliquer qu'à l'époque où la question de liberté provisoire est encore devant les premiers juges ;

« Attendu que dès-lors l'arrêt attaqué n'a violé aucune loi ; Rejette le pourvoi du procureur-général près la Cour royale de Poitiers. »

Audience du 22 juillet.

ÉGLISE CATHOLIQUE FRANÇAISE.

(V. les faits et les plaidoiries dans la Gazette des Tribunaux d'hier.)

Voici le texte de l'arrêt rendu aujourd'hui par la Cour :

« Qui M. le baron Fréteau de Pény, conseiller, en son rapport, M^e Nachet, avocat en la Cour et du réclameur, en ses observations, et M. La-plagne-Barris, premier avocat-général, en ses conclusions ;

« Attendu sur le premier moyen présenté par le réclameur, que l'art. 259 du Code pénal punit d'emprisonnement toute personne qui aura porté un costume qui ne lui appartiendra pas ;

« Que le jugement attaqué établit en fait que le réclameur non ordonné prêtre de l'Eglise catholique romaine s'est montré publiquement dans la réunion du 12 mars dernier, revêtu d'ornemens et d'habits à l'usage particulier des prêtres de cette Eglise dans l'exercice de leurs fonctions ;

« Que le droit pour les ministres de tous les cultes de conserver leur costume dans les cérémonies religieuses, a été consacré par l'art. 9 du titre 1^{er} de la loi du 18 août 1792 ;

« Que les ornemens et habits dont parle le jugement ont été reconnus appartenir aux prêtres catholiques romains par l'art. 42 de la loi du 18 germinal an X ;

« Que, dès-lors, le fait mis à la charge du réclameur rentrait dans les prévisions de l'art. 259 précité, et qu'il lui a été fait une légitime application des dispositions de cet article ;

« Attendu, sur le second moyen, que l'art. 5 de la Charte, en garantissant à chaque citoyen le droit de professer librement sa religion, n'a point entendu soustraire l'exercice public des cultes à l'action de l'autorité, qu'au contraire, le paragraphe second de cet art. 5, en assurant à tous

les cultes une égale protection, les soumet tous nécessairement aux mêmes mesures de police générale.

» Qu'il s'agit de la qu'un culte quelconque ne peut être exercé publiquement que lorsqu'il a été spécialement autorisé par le gouvernement;

» Que dans l'espèce il est hors de doute que le culte dont le réclamant se prétend ministre n'a jamais été autorisé de cette manière, puisque le réclamant n'a pu représenter aucune autorisation, et que de l'autre il est convenu que l'exercice de ce culte avait été seulement toléré jusqu'au jour dont il s'agit au procès;

» Attendu, dès-lors, que la réunion du 12 mars n'était pas une réunion formée pour l'exercice d'un culte dans le sens de l'art. 294, puisque cet article ne peut avoir en vue que les cultes légalement reconnus, mais qu'elle ne peut être considérée que comme le résultat d'une association ayant pour but de s'occuper, à certains jours marqués, d'objets religieux tels que les caractérise l'art. 291 du Code pénal;

» Que, d'ailleurs, et dans l'espèce, la réunion des habitants de Senneville présente tous les caractères d'une véritable association, puisqu'il résulte du jugement qu'elle s'est formée dans un but spécial, la célébration à jours fixes de certaines cérémonies religieuses; qu'elle a élevé un édifice pour la pratique de ses cérémonies au moyen de prestations en argent, matériaux et main-d'œuvre; enfin, qu'elle pourvoyait à ses dépenses habituelles par des quêtes recueillies par un trésorier, et administrées par des commissaires;

» Que cette association de plus de vingt personnes, s'étant formée sans l'agrément du gouvernement, rentre dans les prévisions de l'art. 291 précité, et que conséquemment les dispositions de cet article lui ont été légalement appliquées;

» Attendu d'ailleurs la régularité de la procédure;

» La Cour rejette le pourvoi, condamne le réclamant à l'amende de 150 fr. au profit du Trésor public.»

TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE LYON.

Audience du 17 juillet.

LE PHARMACIEN AMOUREUX. — RECETTE POUR SE FAIRE ADORER.

Battre sa femme ou sa maîtresse est un moyen qu'on dit infail-
 lible pour se faire adorer, mais qui ne réussit pas à tout le monde.
 Nos voisins les Allemands ont dans un coin de leur maison un bâ-
 ton qu'ils appellent la *paix du ménage*, et qui termine en dernier
 ressort les discussions conjugales; cependant il ne faut jamais que
 l'usage dégénère en abus; de-là cette sentence devenue proverbe :
 « On sait bien qu'on peut battre une femme; mais il ne faut pas
 l'assommer. »

Le droit de correction conjugale, écrit autrefois dans la loi salue-
 que, a été tant soit peu modifié par l'art. 213 du Code civil: toute-
 fois, on peut conclure à la rigueur que l'intention du législateur n'a
 pas été d'abroger tout-à-fait cet antique usage; d'abord, il ne s'en
 explique pas formellement, et l'abrogation serait tacite si elle existe;
 ensuite cet article porte: « La femme doit obéissance à son mari,
 le mari protection à sa femme, » d'où il semblerait résulter que
 le genre de protection à administrer est abandonné au discernement
 et à la prudence du mari, sauf aux Tribunaux à contenir
 l'exercice de ce droit dans de sages limites.

L'usage de battre sa femme est aujourd'hui tombé en désuétude,
 et de là le relâchement des mœurs, s'il faut en croire quelques pen-
 seurs chagrins. C'est du moins l'avis de M. Louis N... qui, pour re-
 dresser les erreurs d'une maîtresse adorée, prétend faire revivre
 l'ancienne coutume dans toute sa pureté primitive. M. Louis N...
 est pharmacien par état, mais Provençal par caractère; il n'a pas
 su, malgré les habitudes de sa profession, administrer à petites do-
 ses le traitement coercitif. Le disciple d'Hippocrate a oublié les sa-
 ges tempérances qui conviennent toujours à l'emploi des grands
 moyens: pharmacien, mais amoureux, né d'ailleurs sous le beau
 ciel des paladins et des troubadours, il a respiré l'air brûlant qui
 parfume les doux rivages de la Durance; il est jeune, incandescent,
 indomptable: le pharmacien n'a pas encore chez lui absorbé le
 Provençal.

M^{lle} Louise B... s'avance à pas lents; c'est une brune au front
 pâle, au regard languissant; elle porte sur son visage les attesta-
 tions de tendresse de son fougueux Othello.

M^{lle} Louise B... explique qu'elle vit depuis quatre ans dans les
 liens d'une tendre union avec M. Louis N... qu'elle n'aime pas. Loin
 de se rebuter des froideurs qu'on lui opposait, l'amour de Louise
 semblait s'irriter par les obstacles. Cet attachement opiniâtre avait
 enfin pris sur lui tant d'empire qu'il voulut l'épouser. La mère de ce
 jeune homme vint la conjurer en pleurant de renoncer à un mariage
 qui la réduirait au désespoir; dès cet instant Louise B... prit son
 parti et trompa tout commerce avec son amant; celui-ci se rappela
 alors l'adage: *Qui bene amat bene castigat*, et voulut essayer, pour la
 ramener à lui, d'une méthode dont le principal inconvénient est de
 procurer quelquefois à ceux qui la mettent en usage les douceurs
 de la police correctionnelle.

Enveloppée dans un léger tartan, l'ingrate amante traversait un
 matras la place des Terreaux et volait à d'autres amours peut-être !...
 Louis, qui s'est élané sur ses traces, vient lui barrer le passage
 en lui reprochant sa conduite; elle veut l'éviter, il s'attache à sa
 poursuite. Elle croit lui échapper en montant un escalier; vains ef-
 forts: « Descends-tu ou je monte ! » dit une voix lugubre. Louise
 n'est pas descendue, et déjà Louise N... est près d'elle; les trans-
 ports jaloux de l'impétueux pharmacien ne connaissent plus de
 bornes; égaré, hors de lui, il tire de son sein... non point un poi-
 gnard, mais une clé d'allée; il frappe, le malheureux ! il frappe son
 amante infidèle, et va, dans sa fureur, jusqu'à se frapper lui-même
 !... M^{lle} Louise B... n'a pas goûté un pareil genre de persua-
 sion et a rendu plainte contre M. N....

Assis au banc des prévenus, Othello est encore plus épris que
 jamais de son inhumaine; il pousse de gros soupirs, et paraît
 préoccupé beaucoup moins de la crainte d'une condamnation que
 du regret d'avoir pu déplaire à l'objet de sa tendresse. De temps
 en temps il jette à l'insensible amante un regard passionné et
 suppliant qui semble dire:

Reviens, perfide !
 Tous tes torts envers moi, mon amour les pardonne ;
 Je ne puis te haïr et ton cœur m'abandonne !

M^e Cabaud, avocat de M^{lle} Louise B..., partie civile, prouve
 rationnellement et sentimentalement qu'il n'est pas permis de
 battre sa maîtresse. Selon lui, la galanterie française aurait abrogé
 depuis long-temps l'omnipotence de la juridiction à coups de
 poing dans les querelles intestines du ménage. « C'est, dit-il,
 après tout, un détestable moyen pour se faire adorer, et M. N...
 possède, sans contredit, d'assez brillants avantages pour n'avoir
 pas besoin d'expérimenter un pareil moyen de séduction. Voyez
 les égratignures qui déparent le joli visage de ma cliente: elle
 est encore fort bien; mais elle était beaucoup mieux que cela
 avant l'événement. Je réclame, en conséquence, tant pour le pré-
 judice causé à sa physionomie que pour sa robe déchirée et son
 chapeau froissé, des dommages-intérêts légitimement dus. Nous
 portons le chiffre à 200 fr.; le Tribunal arbitrera avec sa sages-
 se ordinaire. »

Chargé de la défense du prévenu, M^e Margerand, après une dis-
 cussion philosophique sur le droit de battre sa maîtresse ou sa
 femme, considéré tant au point de vue historique qu'au point de vue
 abstrait, convient que ce droit ne résulte pas expressément du Code
 civil; toutefois il trouve dans la cause de grands motifs d'atténua-
 tion et pense que, sans consacrer d'une manière trop absolue l'a-
 dage: *Du côté de la barbe est la toute-puissance*, le Tribunal pourra
 user d'indulgence envers le trop sensible apothicaire. Quant au
 préjudice de physionomie à raison duquel M^{lle} B... réclame des dom-
 mages-intérêts, l'avocat trouve l'infidèle amante beaucoup trop
 jolie encore pour le repos de son client, et dans une savante disser-
 tation physiognomonique, il prouve à la fois, par l'analyse et le rai-
 sonnement, que, loin de déparer son visage, ces légères meurtris-
 sures ne la rendent que plus piquante.

Le Tribunal, néanmoins, condamne le pharmacien à 6 jours de
 prison et 70 fr. de dommages-intérêts envers la partie civile.

DES VOITURES CELLULAIRES.

LEURS RÉSULTATS. — RÉCLAMATIONS DES FORÇATS.

La voiture cellulaire a fait aujourd'hui son troisième voyage,
 emmenant pour Brest douze condamnés. Le résultat des deux pre-
 miers voyages nous permet d'apprécier maintenant le nouveau mo-
 de de transport qui a été adopté; et peut-être l'expérience qui vient
 d'être faite depuis quelques jours est-elle de nature à influer sur
 l'adoption définitive d'un des systèmes pénitentiaires qui jusqu'a-
 lors étaient restés dans le domaine de la théorie.

Et d'abord répétons ce que nous avons eu déjà occasion de dire
 plusieurs fois: Nous ne sommes pas de ceux qui pensent que l'exé-
 cution de la peine doit tendre à en adoucir les rigueurs. La philan-
 tropie est une bonne et noble chose, quand elle s'exerce sur d'hon-
 nêtes gens; et en ce sens nous tendrons toujours à l'encourager.
 Qu'elle s'étende sur les coupables eux-mêmes, soit encore; mais
 ce sera à la condition qu'elle respectera les principes essentiels de
 toute législation pénale, à savoir: la correction du coupable, si cela
 est possible, mais surtout l'intimidation pour ceux qui seraient ten-
 tés de l'imiter.

Or, il faut en convenir, depuis plusieurs années la théorie phi-
 lantropique s'égarait et faisait fausse route. Presque uniquement
 préoccupée du système de correction, d'amendement, elle semblait
 avoir perdu de vue le principe de l'intimidation, et dans la mise à
 exécution de ses principes elle ne tendait à rien moins qu'à faire peu
 à peu disparaître l'efficacité exemplaire du châtiment. Sans doute le
 malheur, même quand il est le châtiment du crime, présente quelque
 chose de pitoyable et de nature à émouvoir; mais il faut songer que
 ce malheur est une nécessité sociale, une garantie pour le bonheur
 des honnêtes gens. Laissons-le donc ce qu'il doit être, et gar-
 dons-nous de donner aux élans d'une sensibilité généreuse plus
 que ne doivent leur en accorder l'intérêt social et l'exécution de la
 loi.

Si donc, l'invention du nouveau système de transfèrement n'eût
 été encore qu'un des actes de ce philanthropisme qui passe stoïque-
 ment devant les misères de l'honnête homme, pour n'accorder sa
 compassion et ses soins qu'aux infortunes du coupable, nous ne
 l'eussions point approuvée. Si le résultat de cette invention eût été
 uniquement de donner aux forçats les douceurs d'une chaise de
 poste rapide et commode, elle eût sans doute fait honneur à la sen-
 sibilité de son auteur; mais elle eût été inféconde, dangereuse
 peut-être.

Mais tel n'a pas été son unique but, et les essais qui viennent
 d'être faits le démontrent.

A cet égard, ce sont les condamnés eux-mêmes que nous inter-
 rogerons, et nous rapporterons leurs propres impressions. D'ns
 l'une des villes où la voiture a passé lors de son premier voyage,
 un fonctionnaire s'adressant à Chartier, forçat libéré, condamnée
 pour récidive aux travaux forcés à perpétuité, lui demanda com-
 ment il se trouvait dans cette voiture.

— Bien... et même trop bien, répondit Chartier.
 — Comment! trop bien!
 — Oui! trop bien pour mon corps... car, comme ça, je n'ai pas
 le droit de me plaindre... Et, cependant, ce voyage est horrible...
 Tenez, j'ai été de la chaîne, moi! j'ai été pendant vingt-cinq jours
 le collier de fer au cou!... Eh bien! j'aimerais mieux deux fois le
 même voyage que celui-là.
 — Et pourquoi?
 — Ah! pourquoi? C'est qu'alors je n'étais pas seul... c'est que
 je savais où j'étais: je voyais, je parlais, j'entendais... Et même,
 un jour, j'ai fait un discours sur la route... Ici je ne vois rien, je
 ne peux pas parler, je n'entends rien: tout au plus si je peux distin-
 guer quand la voiture va sur le pavé ou sur la terre... Tenez! je
 voudrais qu'on ne me réveillât pas, même pour me donner à man-
 ger... Au moins, quand je dors, je ne pense à rien... mais quand je
 suis éveillé, il faut bien que je pense, puisque je n'ai que cela à
 faire.

— Eh bien!
 — Eh bien! eh bien!... à force de penser, il me semble que
 ça me donne du regret de ce que j'ai fait... A la longue, voyez-
 vous, j'aurais peur de devenir meilleur... et je ne veux pas... si
 je n'étais pas condamné à vie, je demanderais un an de bague de
 plus, et l'autre voyage... ah! c'était le bon temps!

A ces détails, dont nous pouvons garantir l'exactitude, nous
 croyons devoir joindre un nouveau document; c'est une lettre
 qu'un forçat de Brest a imaginé de nous adresser du bague. Nous
 demandons pardon à nos lecteurs de leur soumettre cette singu-
 lière correspondance; mais nous ne la croyons pas sans intérêt
 pour l'appréciation que nous recherchons.

Voici cette lettre:

« Du bague de Brest. Le 11 juillet 1837.
 » Monsieur c'est un forçat qui vous adresse cette lettre Si le préjugé
 qui nous fait regarder comme étranger à la société; et comme des êtres
 qui n'ont rien d'humain: Si ce préjugé n'est pas partagé par vous, vous
 accueillerez ma lettre et elle trouvera place dans vos colonnes;
 » Je ne vous dis pas Monsieur le sujet qui m'a conduit ici; Je ne vous
 dis pas non plus que je suis innocent et cependant le Dieu de tous; le
 Dieu qui a créé les hommes sans pensers qu'il y en aurait qui par la so-
 ciété serait rejeté et serait courbé sous le poids des fers. Ce Dieu sait que
 je ne suis pas coupable au yeux des hommes je le suis et je n'essayerai pas
 même de me justifier.
 » Il y a deux jours Monsieur que je suis arrivé au bague de Brêts et
 cet te lettre est le résultat des réflexions que j'ai eue dans l'horrible voya-
 ges que je viens de faire
 » Oh monsieur je ne peux vous dire les souffrance que j'ai endurées
 dans la cellule de ses nouvelles voitures; là pas la moindre distraction
 rien qui vienne un moment vous sortir des réflexions que vous faites sur
 l'état malheureux dans lequel vous vous trouvez et si parfois vous ou-
 bliez; deux anneaux de fer qui retiennent vos pieds vous le rappelle au
 moindre mouvement que vous faites; c'est horrible d'être pendant 72
 heures en proie au plus triste réflexion; ne pouvant dire un mot, ni ex-
 primer une pensée oh Monsieur c'est un supplice que rien ne peut expri-
 mer... »

mer; oh que c'est long et à présent qu'une chaîne lourde entoure mon
 corps à présent que je suis dans un lieu mille fois plus affreux que l'enfer
 oh Monsieur c'est un repos auprès des souffrances que j'ai subies pen-
 dant trois jours et trois nuits.

» Je ne sais comment cette lettre vous parviendra je la remettrai au
 premier qui visitera le bague; il y a dans ce moment une famille an-
 glaise si elle passe près de moi je lui donnerai ma lettre avec prière de
 vous la faire parvenir, parce qu'au bague nos lettres sont soumises à la
 visite... »

Ces détails nous permettent de juger l'effet du nouveau système.
 Sous le rapport physique, aucune réclamation, aucune plainte. Mais
 sous le rapport moral, ce transport, qui pourtant ne dure que 72
 heures, est un supplice affreux, et dont l'effet agit long-temps, à ce
 qu'il paraît, sur le condamné; car on nous écrit de Brest que les
 forçats transportés par la voiture cellulaire, même ceux qui dans la
 prison de Paris étaient signalés par leur mutinerie et leur cy-
 nisme, sont, depuis leur arrivée au bague, dociles et recueillis, tant
 est puissante peut-être l'impression de ces pensées solitaires qui,
 suivant le mot de Chartier, peuvent forcer à devenir meilleur.

Qu'on dise maintenant si l'influence morale qui résulte de ce
 mode de transport n'est pas plus salutaire, et sous le point de vue de
 l'intimidation, et sous celui de la correction, que celle de ces hi-
 deux convois dans lesquels le forçat savait si bien tromper ses re-
 mords par une orgie de chants et de vociférations.

Ce sont là, nous le croyons, d'utiles résultats à constater, et peut-
 être sont-ils de nature à avancer la solution des questions encore
 un peu confuses et si difficiles que soulève la reclusion cellulaire
 appliquée comme peine. Nous les recommandons à l'appréciation
 des criminalistes.

Jusqu'à présent les voitures employées au transport sont reve-
 nues à vide à Paris. Nous sommes étonnés qu'on n'ait pas songé en-
 core à utiliser ces retours. Une légère augmentation de dépense
 suffirait pour cela; car le retour à vide coûte 700 f., et le retour avec
 douze détenus ne coûterait que 150 fr. de plus. Les voitures dans
 leurs retours pourraient transporter des condamnés qui doivent être
 dirigés de la Bretagne dans les maisons centrales de Ren-
 nes et de Beaulieu. On pourrait aussi ramener à Paris, pour les
 diriger ensuite sur Toulon, les forçats condamnés par les Cours
 d'assises de la Bretagne. Depuis long-temps, en effet, on a recon-
 nu le danger de mettre au bague de Brest les condamnés des
 départements voisins. Par leurs relations, par leur connaissance du
 pays et du patois, ils ont plus que les autres de nombreux moyens
 d'évasion et de recel. L'établissement de la voiture permettrait de
 faire droit à ces réclamations qui sont faites depuis fort long-
 temps par les autorités et la population de ce pays, et le transfé-
 rement exigerait moins de dépenses que n'en occasionnent les
 évasions qu'on rendrait ainsi moins fréquentes.

L'administration qui a accueilli avec tant d'empressement l'éta-
 blissement des voitures cellulaires, doit se hâter d'en étendre l'ap-
 plication.

CHRONIQUE.

DÉPARTEMENTS.

LYON, 19 juillet. — Hier mardi, le Tribunal correctionnel a
 vu comparaître à sa barre quatre condamnés d'Avril, amnistiés
 par l'acte politique du 8 mai dernier: ils étaient accusés de rup-
 ture de ban.

M. Tiphaine, le premier appelé, a été condamné à 15 jours d'em-
 prisonnement, et M. Offroy à 2 mois de la même peine.

Le Tribunal ne pouvait hésiter; tous deux avaient été condamnés
 par l'arrêt de la Cour des pairs à la surveillance. L'autorité admi-
 nistrative leur avait interdit Lyon, ils y avaient été arrêtés, la rup-
 ture du ban était matérielle; le Tribunal a condamné.

On appelle ensuite la cause de M. Théodore Hugon, condam-
 né à la déportation. Cette cause présentait une question extrême-
 ment grave; il s'agissait de savoir si les déportés qui, frappés
 d'une peine perpétuelle, n'avaient été soumis à aucune surveil-
 lance par l'arrêt de la Cour des pairs, avaient pu en être, frappés
 par l'ordonnance d'amnistie.

Le Tribunal a décidé que la surveillance était applicable aux dé-
 portés, et a condamné M. Hugon à trois jours d'emprisonnement.

On appelle ensuite la cause de M. Reverchon.

La question à juger était la même, M. le procureur du Roi s'est
 borné à requérir. M. Reverchon a donné quelques explications, et le
 Tribunal a rendu un jugement conforme au premier.

— AMIENS. — La Cour royale, dans son audience du 19 de ce
 mois, a décidé une question qui intéresse à un haut degré l'agri-
 culture. Il s'agissait de savoir si le cultivateur qui achète habi-
 tuellement des bestiaux pour les revendre après les avoir en-
 graissés, peut être réputé commerçant, et se trouve ainsi contrai-
 gnable par corps vis-à-vis des personnes qui lui ont livré des bes-
 tiaux. Après avoir entendu les plaidoiries de MM^{es} Roussel et
 Creton, la Cour s'est décidée pour l'affirmative sur les conclusions
 conformes de M. Gillon, procureur-général.

— VIENNE (Isère), 19 juillet. — Avant-hier, à huit heures du
 soir, la famille Chollier, composée du père, de la mère, des deux fils et
 des deux demoiselles, revenait de faire une promenade au Champ-
 de-Mars. A peine les promeneurs étaient-ils arrivés vers les pre-
 miers arbres du Cours de Romestang, qui n'est séparé du Champ-
 de-Mars que par la route de Lyon à Marseille, qu'ils virent arriver
 au grand galop un cheval monté par un lancier. Il était facile de
 reconnaître que le cavalier ne pouvait plus maîtriser son cheval;
 aussi tous se mirent à l'écart... Mais, arrivé en face du Cours de
 Romestang, le cheval se détourna brusquement et passa comme un
 trait au milieu de la famille Chollier. Le père, la mère et le fils puîné
 furent renversés. Le lancier tomba de cheval au même instant, et en
 est quitte, dit-on, pour quelques contusions; mais les blessés de la
 famille Chollier, qui avaient perdu connaissance, furent emportés
 dans leur domicile. En un instant, tous les médecins de la ville et le
 chirurgien major du 2^e de lanciers furent auprès des blessés; mais,
 malgré leurs soins empressés, M. Chollier père expira deux heures
 après ce fatal événement sans avoir repris connaissance. On espère
 sauver la mère et la fille, quoique leur état inspire encore de vives
 inquiétudes.

M. Chollier père était un ancien avoué jouissant de l'estime géné-
 rale. Il y a peu de temps qu'il avait résigné son office à son fils aîné.
 M. Chollier père venait d'être réélu membre du conseil municipal.
 Ses nombreux amis n'ont cessé de donner à sa famille les soins et les
 consolations dont elle a tant besoin. M. le colonel et tous les officiers
 du 2^e de lanciers ont pris une vive part à la douleur générale, et ont
 assisté aux obsèques de M. Chollier.

PARIS, 22 JUILLET.

La Cour royale, réunie à huis-clos, a procédé à l'installation

de M. Bresson, nommé substitut du procureur-général en la Cour.

A l'audience ordinaire de la 1^{re} chambre, MM. Baroche et Boulloche ont prêté serment en qualité, le premier de juge-suppléant, et le second de juge au Tribunal de première instance de Paris.

M. le premier président Séguier, délégué par M. le grand chancelier de la Légion-d'Honneur, a reçu chevalier de l'Ordre M. Michaux, procureur du Roi à Fontainebleau.

— On lit dans la Quotidienne:

« Une visite domiciliaire a été faite chez M. Berryer à Augerville comme à Paris.

» Le procureur du Roi de Pithiviers, un juge d'instruction, le greffier accompagnés de quatre gendarmes, sont arrivés à Augerville, avant-hier à une heure de l'après-midi; les quatre gendarmes ont été placés en sentinelle à la grille du château; puis la visite a commencé. Tous les appartemens, même ceux qui étaient occupés par les amis de M. Berryer, ont été fouillés avec le soin le plus minutieux; les papiers de l'honorable député, ceux de son fils ont été lus, relus, médités; après quoi les magistrats se sont retirés, n'emportant qu'un petit nombre de lettres de la plus complète insignifiance. »

— Il paraît que la mort de Charles X, loin de faire cesser les différends qui divisaient le parti légitimiste n'a fait que les raviver. Plusieurs affaires dans lesquelles la succession de ce prince est intéressée, sont suspendues tant en première instance qu'en appel, parce qu'il y a lieu à reprise d'instance, et que les héritiers ne sont pas d'accord sur leurs titres et qualités. Pendant que le duc d'Angoulême veut prendre le titre de Louis XIX, les mandataires du duc de Bordeaux veulent que ce jeune prince agisse sous celui de Henri V. D'un autre côté les officiers ministériels craignent de se compromettre en reconnaissant à l'un ou à l'autre des prétendants la qualité que lui donnent ses partisans; et les affaires restent là.

— Avant d'être arrivé à la haute réputation littéraire qu'il a acquise, et lorsque, encore à ses débuts, il pouvait craindre de compromettre son avenir de romancier en livrant son nom aux chances périlleuses de la publicité, M. de Balzac ne publiait des écrits que sous des pseudonymes; un jour, il écrivait sous le nom de Horace de St-Aubin, le lendemain sous celui de lord Vieillegh, puis tout-à-coup, et pour jouir en son vivant de la justice et des honneurs que lui rendrait la postérité, il publiait les œuvres posthumes de feu Horace de Saint-Aubin. Combien n'a-t-il pas laissé échapper de sa plume, alors anonyme, de ces romans, enfans bâtards non encore admis au bénéfice de la légitimité! Tel fut le sort du roman de Wan-Clore que le libraire Deslongchamps fit paraître sous le nom de M. Horace de St-Aubin, et qui depuis fut l'objet, avec beaucoup d'autres, d'un nouveau traité entre M. de Balzac, sous le nom d'un sieur Rigaud, et le libraire Souverain. Celui-ci ne devait pas soulever le voile de l'anonyme: a-t-il tenu parole en publiant les œuvres qui lui ont été cédées sous le titre de: *Œuvres du plus fécond de nos romanciers?*

Ces détails étaient donnés aujourd'hui devant la 1^{re} chambre du Tribunal, présidée par M. Rigal, au sujet d'une demande formée par M. Deslongchamps, qui prétendait avoir un droit exclusif à la propriété du roman de Wan-Clore, se plaignait de ce que M. Souverain l'avait édité sous le nom de Jeanne-la-Pâle. M. Souverain appelait en garantie M. Rigaud... autrement dit M. de Balzac, et M. de Balzac soutenait n'avoir cédé à M. Deslongchamps que la première édition, édition épuisée depuis long-temps! Après quelques explications de M^{es} Pinart et Boinvilliers, le Tribunal a remis à quinzaine pour prononcer son jugement.

— L'année dernière MM. Demilly soutinrent un procès pour la propriété des bougies de l'Etoile. Vaincus dans cette lutte, ils la renouvellent aujourd'hui, non pas pour la bougie précisément, mais pour la mèche dont ils se disent les inventeurs.

C'est sur ce motif qu'ils ont fait pratiquer une saisie chez leurs confrères, les sieurs Boisset, Gaillard et Bucaille.

« Nos mèches, disent-ils, ont un double avantage: d'abord on n'est point obligé de les moucher; ensuite elles ne charbonnent pas, n'ont pas l'inconvénient de salir la bougie, de la faire couler. Pour quoi cela? c'est que nos mèches sont tressées et trempées dans un acide puissant qui absorbe les parties hétérogènes. »

On leur répond que leur invention n'est que l'emploi modifié d'un procédé signalé anciennement par les feuilles anglaises, et récemment mis au jour en France, par notre savant chimiste M. Gay-Lussac.

La prétention de MM. Demilly et Mottard, cessionnaires de M. Cambacérés, a été repoussée par un jugement de M. le juge-de-peace du 7^e arrondissement de Paris.

Ce magistrat a fait main levée de la saisie, et condamné MM. Demilly et Mottard à des dommages-intérêts et aux dépens.

Appel en a été interjeté, et M^e Gaudry est venu devant la 4^e chambre soutenir cet appel; mais après avoir entendu M^e Gœtschy, le Tribunal a confirmé la sentence des premiers juges.

Ainsi la bougie comme le soleil luit pour tout le monde.

— M. Audy, débiteur de 1,000 fr. envers M. Levrier, capitaliste, au profit duquel il avait signé un billet, était exposé à des poursuites rigoureuses. M. Levrier était pressant; il ne consentit à accorder un délai que sous deux conditions: 1^{re} Que M. Audy souscrirait, non plus un billet à ordre, mais une lettre de change de la même somme; 2^e qu'il lui donnerait à titre de nantissement une acceptation en blanc du prince d'Eckmül. M. Audy avait écrit de plus, dans le cabinet même de M. Levrier, une longue lettre où il expliquait toutes ses conventions, et le consentement donné par lui à ce que l'on se servit de l'acceptation du prince d'Eckmül si à l'échéance il ne payait pas sa propre lettre de change.

Cet arrangement a été loin de terminer l'affaire. M. Audy a porté plainte en extorsion de signatures; il a prétendu que la lettre de change par lui souscrite, et qui substituait la contrainte par corps à une obligation purement civile, l'abandon d'une traite d'une valeur très supérieure et la lettre explicative avaient été le fruit de la séquestration de sa personne dans le cabinet de M. Levrier, où on avait menacé de le frapper avec une canne plombée.

L'instruction a été suivie sur cette plainte; mais elle paraissait si peu fondée que la liberté de M. Levrier n'a pas même été compromise: il a été prouvé que M. Audy n'avait pu éprouver aucune violence, car les commis n'avaient rien entendu, et un sieur Bischoff, entré dans le cabinet pendant qu'il écrivait sa longue lettre, l'avait vu fort tranquille. Enfin il n'y avait point de canne plombée dans la maison.

Cette plainte ayant été écartée par une ordonnance de non lieu, M. Levrier est devenu à son tour accusateur, et a obtenu le même succès. La Cour royale était saisie aujourd'hui de l'appel interjeté par M. Audy du jugement de police correctionnelle qui le condamne, pour dénonciation calomnieuse, à trois mois de prison, 300 fr. d'amende et 3,000 fr. de dommages-et-intérêts.

Après avoir entendu M^e Philippe Dupin pour M. Audy, M^e Bour-

gain pour M. Levrier, partie civile, la Cour, conformément aux conclusions de M. Godon, substitut du procureur-général, a confirmé le jugement dans toutes ses dispositions.

— Nous avons déjà fait faire connaissance à nos lecteurs avec M. Jean-Jacques-Alexandre-François Brière de Monvaux, inventeur, de compte à demi avec une dame de Chantal, d'un merveilleux spécifique pour guérir la paralysie et le choléra. Dans un procès intenté à cette dame, M. Brière de Monvaux se posa en intrépide champion du merveilleux élixir que les magistrats correctionnels eurent la cruauté de proscrire dans la personne de la prévenue, qui fut condamnée à quelques jours de prison. M. B. de Monvaux vient aujourd'hui, pour son propre compte, défendre devant la 6^e chambre et sa personne et le fameux élixir dans lequel il a foi.

M. le président Mourre: Vous débitez un élixir qui, dites-vous, a la faculté de guérir tous les maux.

M. de Monvaux: Tous les maux... entendons-nous. Il n'est pas nécessaire de se laisser aller à l'hyperbole. La vertu de mon spécifique est par elle-même assez positive, assez indubitable pour qu'il ne soit pas besoin de se laisser aller à une exagération qui va mal au mérite.

M. le président: Vous n'êtes pas médecin, et, si je ne me trompe, vous êtes tout simplement un ancien contrôleur de l'octroi.

M. de Monvaux: Je ne suis pas médecin si vous voulez vous restreindre étroitement de la rigoureuse acception du mot. Parbleu! je n'ai pas de diplôme: l'Académie ne m'a pas donné de diplôme, et pour ma part je tiens peu à ses diplômes. Je me fais honneur de tenir peu aux diplômes de nos seigneurs de l'Académie. Mais qu'entendons-nous par médecin? Réponse: Un homme qui guérit: or je guéris. Les docteurs à diplômes tuent. Partant, je suis docteur, et les docteurs patentés ne sont que des ânes.

M. le président: Vous ne pouvez exercer l'art de guérir si vous n'êtes médecin.

M. de Monvaux, d'un ton inspiré qui s'élève bientôt au crescendo de l'exaltation: Et l'humanité, magistrats! l'humanité! ses lois, ses saintes lois ne sont-elles donc pas plus fortes que les lois écrites, vains ouvrages de la faible humanité! Je guéris le choléra, je guéris la paralysie. Choléra, paralysie vous n'êtes rien devant mon élixir! Je n'ai pas étudié dans vos classes... possible! mais j'ai le livre, magistrats! le grand livre de la nature! Depuis 20 ans j'étudie, et devant moi, le choléra, la paralysie ont disparu comme les vapeurs malsaines qu'exhale le sein de la terre, et que dissipent les premiers rayons du soleil levant.

M. le président: Nous n'avons pas l'intention de discuter avec vous sur l'excellence de votre élixir: il paraît que vous y avez foi pleine et entière...

Le prévenu: C'est un culte.

M. le président: Si votre secret était bon, l'Académie l'aurait acheté.

Le prévenu: J'ai rempli toutes les formalités, mais l'envie a distillé sur moi ses poisons. Qu'on interroge donc tous les malheureux que j'ai sauvés et qui me doivent la vie et la santé.

M. le président: Je sais qu'on a entendu beaucoup de témoins dans l'instruction. Elle n'a pas sur ce point abouti à grand chose. On a entendu entre autres une dame qui avait le ventre très gros et que votre élixir a guérie au bout de neuf mois.

Le prévenu, dans le délire: Neuf mois! neuf mois! neuf mois! Il y a du temps de trop pour vingt cures complètes. Je demande la remise à trois semaines et qu'on me donne un paralytique...

M. le président, à demi-voix: C'est Salvator demandant un cadavre pour faire de l'or.

Le prévenu, continuant: Qu'on me donne deux, trois paralytiques et vous verrez comme je vous les amènerai ici pour témoigner en ma faveur. A bas les béquilles! à bas les béquilles! Je répons de la paralysie comme de mon existence. Y a-t-il ici un paralytique? Dans vos respectables parens et amis, magistrats, possédez-vous un paralytique...? Voilà mon affaire... Vous n'en avez pas...? Tant mieux... Tant pis plutôt... Mais... j'ai mon affaire. J'ai mon affaire. J'ai en ce moment un fort de la halle, un beau fort de la halle, paralysé comme on ne l'est pas. Vous le verrez dans quinze jours, trois semaines avec l'agilité qu'il demande, comme le doit un jeune homme de 28 ans. J'aurai l'honneur de vous présenter mon fort de la halle. C'est que je suis sûr de mon fait, voyez-vous! Ah! ah! ah! Si je n'en étais pas aussi sûr, je ne parlerais pas!

M. le président: Enfin, vous vous faites payer pour vos cures?

M. de Monvaux: Jamais, Monsieur, jamais, jamais! je ne travaille que pour le bien de la faible humanité, et ne veux de récompense que dans mon cœur. Ma découverte est trop belle pour qu'il s'y mêle l'idée d'un vil lucre.

M. le président: Je conçois: vous ne demandez rien; mais quand on vous donne, vous recevez?

M. de Monvaux: Jamais un sou!

M. le président: Le Tribunal aura grand égard à votre désintéressement; mais il ne peut vous autoriser à débiter votre élixir.

M. de Monvaux: Comme magistrats, obéissez à la loi qui vous lie, j'y consens... Mais, comme hommes, faites l'épreuve de mon élixir.

M. le président: Heureusement, aucun de nous n'est paralysé.

M. de Monvaux: Dieu vous en garde, mes dignes magistrats! mais si vous ou l'un des vôtres venait à être atteint de paralysie ou de choléra, pensez à moi. Mon élixir rend au sang le degré de chaleur qui l'abandonnait. Mon élixir lui rend sa fluidité, sa vie! Mon élixir n'altère rien dans l'organisation de l'homme, il la vivifie, la recrée, la ressuscite. Accordez-moi trois semaines et attendez mon fort de la halle.

Entendant M. Jean-Jacques-Alexandre Brière de Monvaux, il est aisé de voir qu'il est mû par une de ces puissantes convictions qui conduisent au martyre. La condamnation à 16 fr. d'amende que le Tribunal se voit à regret forcé de lui infliger, ne l'empêcheront pas sans doute de fabriquer son merveilleux élixir. Si la Gazette des Tribunaux entend parler du fort de la halle de M. de Monvaux, elle ne manquera pas d'en informer ses lecteurs.

— Chaudesaigues est porteur d'eau; son caractère naturellement calme et pacifique n'est pas, lorsqu'il est dans son état normal, à la hauteur thermométrique de son nom qui signifie eau chaude. Mais par malheur, la bile de Chaudesaigues s'élève jusqu'à 80 degrés Réaumur de l'eau bouillante, lorsque, par extraordinaire, il n'a pas mis de son eau dans son vin. Le 20 juin dernier, la température morale de Chaudesaigues était à l'extraordinaire; il eut des mots à la fontaine de la rue de l'Université et une rixe s'ensuivit. Chaudesaigues vient rendre compte à la justice de ses vivacités; il se présente sur le banc des prévenus en uniforme complet de grenadier de la 10^e légion, et, après avoir, par respect, déposé le glaive du soldat citoyen entre les mains de M^{me} Chaudesaigues, son épouse, il s'apprete à combattre l'accusation.

Le plaignant expose que les bourgeois sont mis hors la loi à la fontaine de la rue de l'Université par la corporation des porteurs d'eau, qui se prétendent exclusivement propriétaires de l'eau qui

s'y distribue aux habitans de la bonne ville de Paris. Il voulut remplir ses seaux à son tour et en fut empêché par Chaudesaigues qui lui porta des coups de la courbe en bois de cornouiller qui lui sert à monter son eau chez la pratique.

Chaudesaigues: Vous oubliez, pays, que vous m'avez répliqué réciproquement avec un léger marteau d'un kilogramme au moins, dont j'ai éprouvé maintes bosses et autres désagrémens dont je vous tiens quitte.

Le plaignant: Je ne nie pas le marteau; mais la défense est légitime à l'homme comme au dernier animal de la création.

Chaudesaigues: Allons, n'en parlons plus, pays! Passez-moi la courbe en cornouiller, je vous passerai le marteau.

Survient le préposé à la distribution de l'eau de fontaine, celui que l'instruction signale comme ayant mis le hola, interposé son autorité et calmé l'irritation des parties. Cet honnête pacificateur a un nom qui, comme celui de Chaudesaigues, répond parfaitement bien au rôle qu'il vient remplir devant la justice. Il s'appelle M. Calme, et rien de plus calme en effet, de plus méthodique que sa consciencieuse déposition.

« D'abord Messieurs, dit M. Calme, ce n'est pas ma faute si vos précieux momens sont employés à délibérer sur une pareille misère. Les deux ennemis sont faits, l'un et l'autre, je puis le dire, pour s'aimer et s'estimer réciproquement (se tournant vers les deux adversaires avec un doux sourire.) Allons, mes amis, paix sur la terre aux hommes de bonne volonté. Chaudesaigues est un modèle d'homme, un parfait homme. C'est it ce jour-là une exception. Son tonneau était plein. Il n'avait plus rien à désirer à la fontaine. Mais voilà que le plaignant veut dominer un autre tonneau qui était justement le cousin de Chaudesaigues et avait sur lui le pas, la préséance. Le sang parle chez le prévenu. Les parties s'échauffèrent, et (j'ai quelq'horreur, à le relater ici) on en vint aux mains. Quand à moi, tranquille à mon bureau, livré à mes réflexions, je m'émus en entendant la voix lamentable du porteur d'eau Chaudesaigues, le seau que j'apportais recule épouvanté. Je le jette de côté, je tends les mains aux combattans. « Mes chers enfans, m'écriai-je, aimez-vous les uns les autres; que la paix soit avec vous, chacun son tour, l'eau coule pour tout le monde. » Quelques instans sourds à ma voix, les parties finirent par revenir à de meilleurs sentimens. Quant à moi, qui tiens d'une main impartiale entre tous le robinet de la fontaine de la rue de l'Université, j'en suis à chercher le coupable entre les deux adversaires et je déclare, sans vouloir ici influencer la justice et peser inconsidérément sur l'un ou l'autre de ses respectables plateaux, que je serais aussi embarrassé de trouver ici un innocent qu'un coupable.

Le Tribunal partage l'opinion de M. Calme et renvoie Chaudesaigues des fins de la plainte.

— M. Rédon, marchand de papiers peints, est prévenu de voies de fait envers M. Pierre-Claude Sansonnet, son principal locataire. Après l'appel de la cause, l'huissier s'écrie: « Monsieur Pierre-Claude Sansonnet, approchez. »

Aussitôt s'avance une femme, la tête haute, le jarret tendu, et qui se place devant le Tribunal dans la position du soldat se préparant à exécuter une charge à la bayonnette.

M. le président: Qui êtes-vous? que voulez-vous?

La femme: Manette Oursin, femme Sansonnet, culottière.

M. le président: Vous n'êtes pas citée; c'est votre mari qui devrait être ici.

La femme Sansonnet: Il y est, le pauvre bonhomme, mais j'y suis aussi, moi, parce que je parle pour lui. Au fait, vous ne pouvez pas savoir... Mais voyez-vous, ce pauvre Pierre-Claude, il n'est pas malicieux pour deux liards, et toutes les affaires de la maison, c'est moi qui m'en charge.

M. le président: C'est possible, mais vous ne pouvez pas vous charger de celle-là.

La femme Sansonnet: Tiens, et pourquoi donc?

M. le président, à l'huissier: Appelez le témoin Sansonnet.

L'huissier renouvelle son appel, et bientôt l'on voit s'avancer timidement et avec peine, un homme poussé par une femme qui lui dit pour l'encourager: « Va donc, Pierre-Claude, puisque ces messieurs le veulent absolument. »

Enfin Pierre-Claude est en présence du Tribunal; il faudrait le pinceau de Charlet pour vous exprimer l'espèce de créature qui a nom Pierre-Claude Sansonnet; pour vous en former une idée bien éloignée encore de la vérité, représentez-vous la figure apollonienne d'Alcide Tousez, sur le torse-Antinoïs de Lepeintre jeune.

M. le président: Vous vous plaignez de coups qui vous auraient été portés par Rédon?

Le témoin étant quelque temps sans répondre, sa femme se lève du fond de l'auditoire, et s'écrie: « Dis donc oui, Pierre-Claude! »

M. le président: Laissez parler votre mari; vous ne devez pas lui souffler ses réponses.

La femme Sansonnet: Si je lui dis pas, il ne soufflera mot, puisque c'est moi qui fais tout dans la maison.

M. le président: Sansonnet, répondez à ma question; Rédon vous a frappé?

Sansonnet: Mais dam oui, Monsieur; est-ce que ma femme vous l'a pas dit?

M. le président: Pour quel motif s'est-il porté à des voies de fait envers vous? Aviez-vous eu ensemble quelque dispute?

Sansonnet: Ah! dam voilà (faisant volte-face)! dis donc, ma femme, au fait, pourquoi qu'il m'a battu? Je lui avais rien fait, moi.

M. le président: Répondez au Tribunal.

Sansonnet: Je suis principal locataire de la maison où je demeure; c'est ma femme qu'a voulu la prendre à bail; elle m'a dit comme ça: « Ça nous paiera notre loyer. »

M. le président: Eh bien, ensuite?

Sansonnet: Pour lors, M. Rédon me doit deux termes, et je lui ai envoyé du papier timbré. C'est ma femme qu'a voulu ça, parce qu'elle m'a dit que sans ça il ne la paierait jamais.

M. le président: Continuez donc.

Sansonnet: Pour lors, il vient un matin à la maison, et il me dit: « Pourquoi donc que vous m'avez envoyé des huissiers, mon bon Sansonnet? » Moi je lui dis: « Attendez un moment, ma femme n'est pas là. »

La femme Sansonnet, du fond de l'auditoire: Vous voyez bien qu'il dit des bêtises, ce pauvre cher homme.

M. le président: Taisez-vous donc, et laissez-le parler. (Au témoin): Continuez.

Avant de poursuivre sa déposition, Sansonnet fait un quart de conversion du côté de sa femme, et semble attendre sa permission. La femme Sansonnet, comprenant la pantomime de son mari, se lève et lui dit: « Allons, continue, Pierre-Claude, puisque ces messieurs le veulent absolument. »

Sansonnet: Pour lors, M. Rédon me dit: « C'est pas à votre femme que j'ai affaire, c'est à vous... » Là-dessus, moi je ne savais que lui répondre... Heureusement ma femme arrive, et les voilà à se disputer tous les deux... Moi je disais trop rien, quand y'là qui me tombe sur la figure un coup de poing que le sang en a bondi.

La femme Sansonnet: Très bien, Pierre Claude !
M. le président, au témoin. Est-ce là tout ?
Sansonnet: Oui, Monsieur, il ne m'en a donné qu'un, mais il pouvait bien compter pour dix.
 On passe à l'interrogatoire du prévenu. C'est un jeune homme qui paraît bien élevé, et qui s'exprime assez facilement. « Monsieur, dit-il, j'étais allé chez M. Sansonnet pour m'entendre avec lui. Tout à coup, sa femme arrive, m'entreprend et débute par des injures. — Vous êtes une mauvaise paye, s'écrie-t-elle. — Une mauvaise paye, répète le mari. — Une canaille, ajoute la femme. — Canaille, dit le mari. — Un escroc, reprend M^{me} Sansonnet. — Un escroc, s'écrie M. Sansonnet. Alors, hors de moi, je lance un soufflet à mon principal locataire; ne voulant pas frapper la voix, qui était une femme, je frappai l'écho, qui était un homme.
M. le président, à Sansonnet: Reconnaissez-vous la vérité de ce que dit le prévenu ?
Sansonnet: Dam, demandez à ma femme.
M. le président: Ce n'est pas votre femme que j'interroge, c'est vous. Répondez.
Sansonnet: Certainement que c'est vrai.
La femme Sansonnet: Serin d'homme, va!
 La déclaration du plaignant atténue considérablement les torts du prévenu qui, en raison des circonstances très atténuantes, n'est condamné qu'à 5 fr. d'amende.
 La femme Sansonnet fait sortir son mari en le poussant devant elle, et de façon à faire prévoir la correction conjugale qui attend le pauvre homme au logis.
 — Mézeray, vieux soldat de l'Empire, décoré, comme il le dit lui-même, de trois chevrons d'abord, et de la Légion-d'Honneur ensuite, est traduit devant la police correctionnelle sous la prévention de nombreuses voies de fait envers sa femme. Il paraît tout confus de se trouver sur le même banc qu'un jeune homme qui vient d'être condamné à un an de prison pour vol, et il porte avec orgueil les yeux sur sa boutonnière à laquelle append la croix d'ordonnance qui lui a été donnée par l'Empereur lui-même.

M. le président, à la femme Mézeray: Votre mari vous a souvent frappée ?
La femme Mézeray: Mon Dieu, Monsieur, je ne me suis jamais plainte à personne.
M. le président: Nous le savons; mais ce sont les voisins qui, scandalisés de la conduite de votre mari, ont adressé une plainte à M. le procureur du Roi.
La femme Mézeray: Les voisins ont eu tort; je vis en très bonne amitié avec mon mari.
M. le président: Ce que vous dites là est très honorable; mais vous êtes devant la justice, et vous lui devez toute la vérité.
La femme Mézeray, pleurant: Je la dirai, Monsieur, toute la vérité.
M. le président: Il y a long-temps que votre mari a contracté l'habitude de vous frapper ?
La femme Mézeray: Depuis 1814. (Mouvement.) Mais il ne faut pas lui en vouloir. . . . c'est le chagrin qui s'est emparé de lui quand l'Empereur n'a plus été l'Empereur. Il l'aimait tant, mon pauvre mari, son Empereur. . . Jusque-là il ne m'avait jamais donné une chiquenaude. Mais une fois que l'Empereur n'a plus été là, il s'est adonné au vin et il s'est mis à me battre.
M. le président: Il paraît qu'il vous portait des coups fort graves ?
La femme Mézeray, vivement: Oh ! non, Monsieur; la preuve c'est que je me porte fort bien; je n'ai rien de cassé, Dieu merci.
M. le président, au prévenu: Mézeray, vous entendez avec quel empressement votre femme cherche à vous justifier. Vous êtes bien coupable envers elle.
Mézeray: C'est pas ma faute . . . pourquoi qu'on a renvoyé mon Empereur ?
M. le président: Ce n'est pas une raison pour frapper votre femme.
Mézeray: C'est plus fort que moi; quand je pense à mon Empereur la tête n'y est plus, faut que j'tape.
M. le président: Et y pensez-vous souvent ?
Mézeray: Tous les jours.
La femme Mézeray: Ne le croyez pas, Monsieur; il se vante.

Mézeray: Quand l'Empereur est revenu, demandez-lui voir un peu si je n'ai pas cessé de la battre !
La femme Mézeray: Oh ! ça c'est vrai; depuis le 20 mars il a été bien bon, le mois d'avril aussi, le mois de mai tout d'même. Il n'a recommencé que sur la fin de juin.
Mézeray: Après Waterloo, c'est clair.
 Les faits étant constants, le vieux soldat est condamné à trois mois de prison.
M. le président: Femme Mézeray, quand votre mari sortira de prison, s'il continue à vous frapper, vous pouvez demander la séparation.
La femme Mézeray: Oh ! non, Monsieur, merci; c'est le père de mes enfants; je veux bien lui passer quelque chose. Si les voisins n'avaient rien dit, je ne me serais jamais plainte. . . Ce pauvre homme !
 La pauvre femme s'approche de son mari, lui serre la main et sort en sanglotant.
 — *Journal des Pianistes amateurs* (1837), dirigé par Savart, faubourg Poissonnière, 12. Prix: 10 fr. (six mois 6 f.); départ. 12 fr. (six mois 7 f.). Un joli morceau doigté par mois, de 4 à 5 fr. (Franco avec mandat.)
 — Nous n'avons pas besoin de recommander aux inventeurs le *Cabinet de jurisprudence industrielle* créé en 1820 par M. A. Perpigna, avocat, rue de Choiseul, 2 ter. M. Perpigna est assez connu dans le monde industriel par son *Manuel des Inventeurs*, dont une première édition est épuisée, et par le grand nombre de brevets qu'il a procurés tant en France qu'à l'étranger, et par les importants intérêts dont il a été chargé. Il continue de procurer avec *promptitude* et *économie* des brevets parfaitement en règle soit en France, soit à l'étranger. Les riches collections industrielles qu'il possède le mettent à même de fournir aux inventeurs des renseignements précieux. Il se charge de la poursuite de tous contre-facteurs et dirige la défense à opposer à des poursuites vexatoires. Enfin il donne tous les jours des consultations de neuf heures à midi.
 — *Changement de domicile.* M. ROUSSEL, professeur d'escrime à l'honneur de prévenir MM. les amateurs qu'il vient de transférer sa salle d'armes de la rue Vivienne, 10, rue Favart, 12, près du Théâtre-Italien.

Librairie de NÈVE, libraire de la Cour de cassation, Palais-de-Justice, 19.

JURISPRUDENCE CIVILE ET CRIMINELLE, ET DROIT ADMINISTRATIF.

TRAITÉ DE L'ACTION PUBLIQUE ET DE L'ACTION CIVILE EN MATIÈRE CRIMINELLE, par M. MANGIN, ancien conseiller à la Cour de cassation. — 2 vol. in-8°. Prix: 18 fr.
 TRAITÉ DES DONATIONS ENTRE-VIFS ET DES TESTAMENS, ou Commentaire sur le titre II du livre 3 du Code civil, par M. POUJOL, président à la Cour royale de Colmar. — 2 vol. in-8°. Prix: 18 fr.
 DE L'INSTRUCTION CRIMINELLE, considérée dans ses rapports généraux et particuliers avec les lois nouvelles et la jurisprudence de la Cour de cassation; par Carnot. Nouvelle édition, 1835, et augmentée. 4 vol. in-4. Prix: 66 fr.
 COMMENTAIRE SUR LE CODE PENAL, contenant la manière d'en faire une juste application, et des dissertations sur les questions les plus importantes qui peuvent s'y rattacher etc.; par Carnot. Deuxième édition, revue et augmentée des nouvelles lois sur la matière 1835. 2 vol. in-4. Prix: 36 fr.
 TRAITÉ DE LA LEGISLATION CRIMINELLE EN FRANCE; par Legraverend. Troisième édition, revue et augmentée par M. Duvergier. 2 vol. in-4. Prix: 36 fr.
 REPERTOIRE DE LA NOUVELLE LEGISLATION CIVILE, COMMERCIALE ET ADMINISTRATIVE, ou Analyse des principes consacrés par les Codes, par les lois qui s'y rattachent, par la législation sur le contentieux de l'administration et par la jurisprudence; par F. Vard de Langlade. 5 vol. in-4. Prix: 80 fr.
 INSTITUTES DU DROIT ADMINISTRATIF FRANÇAIS, ou Éléments du Code administratif, réunis et mis en ordre par M. de Gerando, professeur de droit administratif à la Faculté de droit de Paris. 4 vol. in-8. Prix: 30 fr.
 COMMENTAIRES DE LA LOI SUR LES SUCCESSIONS; par Chabot (de l'Allier). Sixième édition, revue, corrigée et augmentée. 3 vol. in-8. Prix: 24 fr.
 COURS DU DROIT COMMERCIAL; par M. Pardessus. Quatrième édition. 5 vol. in-8. Prix: 36 fr.
 TRAITÉ DES SERVITUDES, ou Services fonciers; par M. Pardessus. Septième édition. 1 vol. in-8. Prix: 8 fr.
 DES SOCIÉTÉS COMMERCIALES, ou Commentaire sur les sociétés en général, les diverses espèces de sociétés, la manière de les constater, l'arbitrage forcé, la dissolution des sociétés, etc.; par M. Eug. Persil. 1 vol. in-8. Prix: 5 fr.
 ÉLÉMENTS DU DROIT POLITIQUE; par M. Macarel, conseiller d'Etat. 1 vol. in-12. Prix: 4 fr.
 ANALYSE RAISONNÉE DE LA DISCUSSION DU CODE CIVIL AU CONSEIL D'ÉTAT, contenant le précis des observations faites sur chaque article, et les motifs de la décision du Conseil, les observations pour en concilier et faciliter l'intelligence; par M. Maleville. Troisième et dernière édition. 4 vol. in-8. Prix: 24 fr.
 COURS DE PROCEDURE CIVILE; par M. Berriat Saint-Prix, 6^e édition, 3 vol. in-8. Prix: 18 fr.
 RÉGIME HYPOTHECAIRE, ou Commentaire sur le Code civil relatif aux privilèges et hypothèques; par M. Persil, ex-garde-des-sceaux. Nouvelle et quatrième édition, corrigée et augmentée; 2 vol. in-8. Prix: 15 fr.
 QUESTIONS SUR LES PRIVILÈGES ET HYPOTHEQUES, saisies immobilières et ordres. Deuxième édition corrigée et considérablement augmentée; par M. Persil, ex-garde-des-sceaux; 2 vol. in-8. Prix: 14 fr.
 TRAITÉ DE LA DOT, suivant le régime dotal établi par le Code civil; par M. Texier, 2 vol. in-8. Prix: 18 fr.
 TRAITÉ DES ABSENS, suivant les règles consacrées par le Code civil; par M. Demoly, 1 vol. in-8. Prix: 6 fr.
 TRAITÉ DES MINORITÉS, tutelles, curatelles, de la puissance paternelle, des émancipations, des interdictions mentales et pénales, etc.; par M. Magnin, avocat. 2 vol. in-8. Prix: 16 fr.
 ESPRIT DU CODE CIVIL, tiré de la discussion, ou Conférence historique, analytique et raisonnée du projet du Code civil, des observations des Tribunaux, des procès-verbaux du Conseil-d'Etat, des observations du Tribunal, des exposés, des motifs, des rapports et discours, etc.; par Loché. 7 vol. in-8. Prix: 42 fr.
 DES FONCTIONS D'OFFICIER JUDICIAIRE, par M. de Molènes. Deuxième édition; 1 vol. in-8. Prix: 3 fr.
 TRAITÉ DE LA PREUVE PAR TEMOINS EN MATIÈRE CIVILE, suivant les principes des Codes; par M. Desquiron, avocat. 1 vol. in-8. Prix: 8 fr.
 TRAITÉ DE LA PREUVE PAR TEMOINS EN MATIÈRE CRIMINELLE, suivant les principes des Codes d'instruction criminelle et pénal; par Desquiron. 1 vol. in-8. Prix: 8 fr.
 TRAITÉ DE LA LEGISLATION, concernant les manufactures et ateliers dangereux, insalubres et incommodes; par M. Taillandier, conseiller à la Cour royale de Paris. 1 vol. in-8. Prix: 5 fr.

NOTA. Les personnes qui adresseront directement leur demande à M. NÈVE, éditeur de ces ouvrages, qui sont tous de dernière édition, les recevront francs de port et d'emballage.

MÉMOIRE SUR LA GUÉRISON RADICALE DES MALADIES CHRONIQUES
 PAR LA MÉTHODE VÉGÉTALE, DÉPURATIVE ET RAFRAICHISSANTE
 Du DOCTEUR BELLIOU, rue des Bons-Enfants, N° 32, à Paris.
 TRAITEMENT DES DARTRES, DES ÉCROUELLES ET MALADIES SECRÈTES.
 Guérison de la pneumonie, des obstructions du foie, de la gastrite, des palpitations, des étourdissements, des hémorrhoides, de l'hydropisie et de toutes les affections chroniques de la tête, de la poitrine, du ventre, de la vessie, des articulations et du système nerveux; maladies des femmes, lait répandu, fleurs blanches, affections du sein, âge critique, et des MALADIES HÉRÉDITAIRES. Éducation physique et morale de l'enfance, conseils à la vieillesse, ÉTUDE DES TEMPÉRAMENTS. Ce traitement, doux et facile, s'applique à toutes les maladies entretenues par une acrimonie du sang, de nature dartreuse, glaireuse, syphilitique, bilieuse et rhumatismale.
 RAPPORT d'une commission de quatre Docteurs de la Faculté de Médecine de Paris, constatant la supériorité de cette nouvelle méthode végétale anti-nerveuse. Un vol. de 600 pages, 7^e édition; prix: 6 et 8 fr. par la poste, à l'aide duquel on peut se traiter soi-même. Paris, chez BAILLIÈRE, libraire, rue de l'École de Médecine, n° 13 bis; et chez le Docteur BELLIOU, rue des Bons-Enfants, n° 32, près la Banque. TRAITEMENT PAR CORRESPONDANCE. (Affranchir.)

BREVET D'INVENTION. PÂTE PECTORALE DE REGNAULD AINÉ
 Pharmacien, rue Caumartin 45, à Paris.
 SUPÉRIORITÉ CONSTATÉE SUR LES AUTRES PECTORAUX pour guérir les rhumes, catarrhes, coqueluches, toux, asthmes, enrhouements et maladies de poitrine.
 Dépôt dans toutes les Villes de FRANCE et de l'ÉTRANGER.

de provence, n° 16, composée notamment de deux corps de logis principaux en pierre de taille, de la plus grande solidité, et susceptible d'une grande augmentation de valeur et de produit tant dans son état actuel que par les surélévations que l'on peut y faire, et par les constructions nouvelles que l'emplacement peut y recevoir. Prix: 80,000 fr. Il suffira d'une seule enchère pour que l'adjudication soit prononcée. On traiterait à l'amiable avant l'adjudication. S'adresser audit M^e Lebaudy, notaire, rue Coq-Héron, n. 3 bis.
 ÉTUDE DE M^{es} VAILLANT ET LABOISSIÈRE, avoués à Paris, rue Christine, 9, et rue du Sentier, 3.
 Adjudication définitive le 12 août 1837 en l'audience des criées de Paris.
 Les DOMAINE et CHATEAU DE BISSEUIL, bois, fermes situés à Bisseuil, arrondissement d'Argentan (Orne), herbages, moulin à eau situés à Echolleff, arrondissement d'Alençon (Orne).
 Et TROIS RENTES perpétuelles.

ÉTUDE DE M^e AUQUIN, AVOUÉ, Rue de Cléry, 25.
 Adjudication définitive le 2 août 1837.
 1^o D'une MAISON, avec cour et jardin, boulevard Pigalle, 12, au coin de l'avenue Florentine, d'un rapport de 1,045 fr.; mise à prix: 10,000 fr.; 2^o D'une MAISON avec cour et jardin, avenue Florentine, 1, d'un rapport de 970 fr.; mise à prix: 9,000 fr.
 VENTES PAR AUTORITÉ DE JUSTICE. Sur la place du Châtelet. Le mercredi 26 juillet, à midi. Consistant en piano, psyché, canapé, fauteuil, pendules, tableaux, et autres objets. Au compt. Consistant en pianos, pendules, commodes, secrétaires, chaises et autres objets. Au compt.

AVIS DIVERS.
AVIS. ROFFIN dégage et achète petites et grandes reconnaissances
du Mont-de-Piété.
 Il achète aussi tous objets et marchandises quelconques. On est prié de bien s'adresser (A L'ENTRESOL), rue de la Vrillière, 8, en face la Banque.
SIGNATURE sur chaque col en VRAI CRISTAL OUDINOT, chef-d'œuvre d'industrie. 5 ANS DE DURÉE; place de la Bourse, 27.
 BÉGALEMENT, guérison radicale et garantie. Rue St-Dominique-St-Germain, 34.

A VENDRE.
 Un bel ÉTABLISSEMENT DE BAINS en pleine activité, d'un rapport de 5,500 fr. net. S'adresser à M^e FROGER-DESCHESNES jeune, notaire, rue de Sévres, 2, à Paris.

SIROP DE THRIDACE
 Contre la toue, l'enrouement, les spasmes, l'insomnie, préférablement à Popium. 5 fr. la bouteille; 2 fr. 50 c. la demi-bouteille. PHARMACIE COLBERT, galerie Colbert.

La CRÉOSOTE-BILLARD, contre les MAUX DE DENTS.
 Enlève à l'instant, et pour toujours, la douleur de dent la plus vive et guérit la carie des dents gâtées. Chez Billard, pharmacien, rue St-Jacques-la-Boucherie, 28, près la place du Châtelet. 2 fr. le flacon avec l'instruction.

Consultations Gratuites
 DU DOCTEUR
CH. ALBERT,
 Médecin des Maladies Secrètes,
 Breveté du Gouvernement.
 r. Montorgueil, 21.

TRIBUNAL DE COMMERCE.
 ASSEMBLÉES DE CRÉANCIERS.
 Du lundi 24 juillet.

Grelon et Bernier, négociants, nouveau syndicat. 10
 Fortier, entrepreneur de serrurerie, clôture. 10
 Chateau, passementier, id. 11
 Michon seul et Michon et comp., mds de bois, entrepreneurs de menuiserie, id. 1
 Degoffe, ancien tailleur, actuellement md de morceaux, syndicat. 1
 Guy, mécanicien, concordat. 3
 Moquet, amidonnier, syndicat. 3
 Gorus, md limonadier, id. 3
 Du mardi 25 juillet.
 Plon jeune, md de vins, syndicat. 12
 Martin, md de vins, concordat. 1
 Vanclaven, md corroyeur, id. 1
 Cougny, md tailleur, id. 3
 Cartailleur coutelier, remise à huitaine. 3

CLOTURE DES AFFIRMATIONS.

Jull. et Heures.	
26	Jats, fabricant de chapeaux, le
26	Raven-au, fabricant de nouveautés, le
26	Taborin, md de vins, le
27	Bellange, md de meubles, le

DÉCLARATIONS DE FAILLITES.
 Du 18 juillet 1837.
 Raton, marchand de bois, à Paris, rue de la Fidélité, 19. — Juge-commissaire, M. Ouvré; agent, M. Geoffroy, rue Thérèse, 9.
 Du 20 juillet 1837.
 Muller, ancien marchand de couleurs, à Paris, rue des Tournelles, 72. — Juge-commissaire, M. Journet; agent, M. Millet, boulevard Saint-Denis, 24.

Leportier jeune, ancien marchand de vins, à Paris, passage des Petits-Pères, 4 et 6. — Juge-commissaire, M. Bourget; agent, M. Hélin, rue Pastourel, 7.
 Droguet, marchand tailleur, à Paris, rue Neuve-Saint-Augustin, 15. — Juge-commissaire, M. Gaillon; agent, M. Bruneau, rue Saint-Honoré, 52.
 Clomelin jeune, marchand bijoutier, à Paris, rue Saint Martin, 249. — Juge-commissaire, M. More u; agent, M. Geoffroy, rue Thérèse, 9.
 Randon frères, corroyeurs, à Paris, rue des Vieux-Augustins, 69. — Juge commissaire, M. Vartignon; agent, M. Clavery, rue des Petits-Champs, 66.

DECES DU 20 JUILLET.
 Mlle de Farouil-Desforges, boulevard des Italiens, 20 bis. — Mme Souley, née Berger, rue Traversière-Saint Honoré, 23. — Mme veuve Delmas, rue du Temple, 113. — Mlle Quatrevaux, rue de Paradis, 4, au Marais. — Mme veuve Maille, née Lefebvre, rue Saint-Louis, 56, au Marais. — M. Lallemand, rue des Mathurins-Saint-Jacques, 8. — M. Benin, rue du Gindre, 8. — M. Bonotte, rue du Foyard, 13. — M. Fauchereur, rue de Longchamps, 9. — M. Dietrich, rue Montmartre, 65.

BOURSE DU 22 JUILLET.

A TERME.	1 ^{er} c.	pl. ht.	pl. bas	der c.
5 % comptant....	110 10	110 10	109 95	109 95
— Fin courant....	110 20	110 20	110 —	110 —
5 % comptant....	79 —	79 —	78 95	78 95
— Fin courant....	79 20	79 20	78 95	79 —
R. de Napl. comp.	97 —	97 —	96 90	97 —
— Fin courant....	97 20	97 20	97 10	97 10

Bons du Trésor... — Empr. rom... 101 5/8
 Act. de la Banq. 2395 — { det. act. 21 3/4
 — — — — — { — diff. — — —
 Obl. de la Ville. 1150 — Esp. — pas. — 5 1/8
 4 Canaux... 1198 75
 Caisse hypoth. 797 50 Empr. belge... —